

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 86 (1941)
Heft: 1

Artikel: La presse suisse en temps de guerre
Autor: Wüst
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342032>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La presse suisse en temps de guerre

Nous n'avons rien à craindre, sauf notre incapacité de renouvellement. Mais nous avons tout à craindre d'elle.

Gonzague DE REYNOLD.

Depuis des années, on nous rabâche les oreilles avec les « droits sacro-saints » de la presse suisse.

Pour une fois, si l'on parlait un peu de ses devoirs ?

* * *

La situation actuelle de nos journaux pose un problème très important. Chaque jour autour de moi, j'entends des phrases comme celle-ci : « Je ne lis plus les journaux, et je ne m'en porte pas plus mal ! »

C'est une opinion. Mais je pense qu'elle dénonce un malaise profond, dont il est urgent de rechercher les raisons.

Elles sont, à mon avis, de trois ordres :

- économique ;
- technique ;
- politique.

* * *

D'abord, la question financière. La plupart de nos journaux — même les plus importants — ont à faire face à de croissantes difficultés. Le prix de la main-d'œuvre et

des matières premières augmente. La publicité diminue. La qualité, fatalement, baisse.

Or, si l'on considère nos journaux comme de simples entreprises commerciales, il n'y a pas lieu de s'inquiéter à leur égard plus qu'on ne le fait pour d'autres entreprises ou négoce.

Mais, vis-à-vis du pays et de l'armée, la presse a une mission importante à remplir, un rôle social de premier plan à jouer.

Entendre dire : « Je ne lis plus les journaux, ils ne m'intéressent pas ! » dénote une situation presque aussi grave que si l'on entendait dire : « Je n'envoie plus mes enfants à l'école, ils n'en retirent aucun profit ! »

* * *

Parce que les moyens financiers de la presse suisse ne le permettent pas, nous n'avons pas réussi à combler nos lacunes techniques.

Notre information, bien souvent, est insuffisante ou trop lente. Nous continuons d'employer parfois, dans le journalisme suisse, des méthodes qui sont, ailleurs, révolues. Pour certaines formules de travail, nous en sommes encore « au bon vieux temps ».

Comment s'étonner, dans ces conditions, si la concurrence de la radio devient de plus en plus sérieuse ?

Et pourtant, un auditeur à l'écoute des nouvelles radiophoniques ne retirera jamais le profit que peut lui procurer un journal imprimé, si la qualité de ce dernier est excellente, et sa présentation, moderne.

* * *

La censure existe, dans une certaine mesure. Loin de contester son utilité, je prétends seulement qu'elle n'aurait

jamais à intervenir si chaque journaliste suisse était parfaitement conscient de ses devoirs envers le Pays.

Mais l'action de cette dernière risque, à la longue, de devenir nuisible si les moyens d'information, qui doivent s'exercer parallèlement à elle, sont insuffisants. C'est, à mon avis, ce qui se passe actuellement, et qui explique la rumeur publique : « Il n'y a plus rien à lire... »

On s'étonne du nombre de « bobards » mis en circulation. En fait, les rumeurs imbéciles augmenteront dans la mesure où l'information diminuera. J'ai déjà traité ce point dans mon dernier article¹. Il faut y revenir.

Un exemple. En juin dernier, l'évolution de la guerre nous obligea à modifier, du jour au lendemain, certaines de nos conceptions stratégiques fondamentales : notre armée prit possession du « réduit national ».

C'était transformer complètement notre politique militaire. Petit à petit, les cadres, d'abord, la troupe, ensuite, furent informés. Les choses en restèrent là.

Puis, durant de longs mois, le fameux slogan « A quoi bon nous défendre ? » causa ses ravages dans le public non sans dommages pour l'armée elle-même, puisque les soldats sont toujours en contact avec les civils.

Il fallut attendre jusqu'à ces derniers temps pour lire, dans de très rares journaux seulement, quelques comptes rendus de conférences comme celles du colonel Frey, à Bâle, et du major Frick, en Suisse romande, qui expliquaient, enfin, au public, la signification du « réduit national »...

Entre temps, cette carence n'a-t-elle pas fait beaucoup de mal ?

« A quoi bon nous défendre ? » A cela, deux réponses. La première : avoir le courage d'appliquer un peu plus

¹ Voir *Presse et défense nationale* dans la « Revue militaire suisse » de septembre 1940.

souvent les lois existantes qui servent à punir les agents défaitistes. Faire, çà et là, quelques exemples. Frapper dur ! La seconde : informer, dans la mesure du possible, entreprendre, par le moyen des journaux, l'éducation militaire de la nation toute entière.

Nos voisins savent utiliser la presse. Ils en ont fait une arme moderne. Ils n'ignorent pas les services qu'elle peut rendre, en temps de guerre.

Il y a certaines vérités d'intérêt national qu'il faudrait pouvoir diffuser à l'aide de tous les moyens dont nous disposons.

Dans ce domaine, où la Suisse devrait être, elle aussi, en mesure de se battre, nous avons beaucoup à apprendre.

La presse est une arme à deux tranchants qui peut faire autant de bien que de mal. A nous de savoir l'utiliser, en la mettant au service de ce qui le mérite.

* * *

Depuis le 2 septembre 1939, nos journaux ont reproduit, sans être en mesure de les contrôler, de nombreuses nouvelles qui se sont avérées fausses par la suite ; ils ont contribué à répandre bien des illusions dangereuses.

L'Agence télégraphique suisse se borne, presque entièrement, à redistribuer à nos journaux, les informations que lui transmettent les agences d'Etats belligérants : Reuter, D.N.B., Havas, Stefani, etc. Il paraît qu'elle n'a pas les moyens financiers d'organiser, elle-même, à l'étranger, un service d'observateurs suisses.

Songez à l'influence qu'un tel état de choses peut avoir sur l'ensemble de l'opinion helvétique — dont, bien souvent, il fausse le jugement en faisant, de nos journaux, les auxiliaires involontaires de propagandes étrangères — et vous mesurerez toute la gravité de ce problème.

Je sais qu'il est, actuellement, à l'étude. Au point de vue financier, il ne s'agirait guère de très grosses sommes. Mais, sur le plan national, l'importance d'une telle question ne saurait échapper à personne.

Permettre à notre peuple de voir la guerre avec des yeux suisses, de la juger en se plaçant uniquement au seul point de vue de notre intérêt national ?

Voilà qui serait de l'urgente et véritable « défense spirituelle ».

* * *

On me permettra d'ouvrir ici une parenthèse. Le rôle naturel de la Division presse et radio de l'Etat-major de l'armée est d'agir auprès de nos journaux dans des questions de politique extérieure.

Attention ! Certains politiciens se sont permis de souhaiter, ces derniers jours, qu'elle intervienne aussi dans des questions de politique intérieure, notamment afin d'assurer la protection des parlementaires contre les critiques dont ils sont l'objet.

Il y a là un danger grave sur lequel je crois utile d'insister.

L'armée est une institution saine. Il faut, à tout prix et actuellement surtout, la maintenir au-dessus et à l'écart de toute politique intérieure, interdire qu'on la compromette de près ou de loin. C'est là que réside sa force morale.

Si le pouvoir civil a l'intention de limiter encore plus la liberté de la presse, qu'il en prenne toute la responsabilité, sans faire retomber celle-ci sur le pouvoir militaire ; qu'il le fasse au moyen d'organismes civils.

Mais l'armée suisse cesserait d'être elle-même le jour où elle se trouverait, si peu que ce soit, transformée en garde prétorienne.

Il y a une chose sur laquelle nous sommes tous d'accord : la défense du pays. C'est pourquoi nous sommes sous les armes.

Il y a d'autres questions à l'égard desquelles, en qualité de citoyens, nous avons, jusqu'à nouvel avis, le droit d'avoir des opinions différentes.

* * *

Lorsqu'il vivait encore, nous avons supporté que de néfastes sectaires injurient et salissent à journées faites notre regretté Motta.

Maintenant qu'il n'est plus, nous sommes unanimes à reconnaître l'immense perte que nous avons éprouvée en celui qui avait réussi à élever si haut le prestige de la Suisse. Chaque jour, nous mesurons un peu mieux le malheur que sa disparition fut pour notre pays.

Aujourd'hui, de quoi s'agit-il ?

D'assurer la vie de notre pays en obéissant à la consigne qu'il nous a laissée.

Nous avons, pour cela, deux moyens :

- notre armée ;
- notre politique extérieure.

On prétend souvent qu'un pays possède l'armée de sa politique. Nous ne croyons pas que l'on puisse appliquer ce principe à la Suisse.

Disons plutôt que, malgré notre politique intérieure, nous avons une bonne armée. A un contradicteur [éventuel, il serait trop facile de répondre en rappelant les luttes qu'une minorité de patriotes clairvoyants dut soutenir, depuis 1918, pour maintenir l'essentiel de nos institutions militaires...

En politique extérieure, l'intérêt national veut que nous adoptions, actuellement, une attitude de stricte neutralité à l'égard du conflit européen.

Mais il va sans dire que cette neutralité n'est qu'un moyen. Dès que nous serions attaqués, ou gravement menacés, notre conduite diplomatique se trouverait, d'un instant à l'autre, totalement modifiée.

Ce sont là, répétons-le, des moyens politiques dont la valeur change, et qui doivent évoluer selon les circonstances.

Seul le but suprême demeure le même et se confond avec la raison d'être de notre armée : assurer l'indépendance du pays.

* * *

Or, la question qui se pose est la suivante : tandis que, d'une part, le Conseil fédéral et le Commandement de l'armée adoptent, vis-à-vis de l'extérieur, une certaine politique qu'ils estiment — à juste titre — être la seule compatible avec l'intérêt suprême de tous les Suisses, une grande partie d'entre ceux-ci peuvent-ils se permettre le luxe d'une conduite personnelle tout à fait opposée à l'attitude officielle ?

Nous pensons qu'ils n'en ont pas le droit et qu'une telle situation ne pourrait pas durer très longtemps sans qu'il en coûte cher à notre pays.

Nous avons beau avoir une armée et une diplomatie exemptes de tous reproches, on tiendra compte, quand même de la manière dont le public se comportera. Et sur ce point, l'étranger est très bien renseigné.

De deux choses l'une. Ou bien le gouvernement, l'armée, la presse et l'opinion ne formeront, en Suisse, qu'un seul bloc, d'accord sur la même politique, et acceptant toutes les responsabilités qui en découlent — ceci non par crainte ou par faiblesse, mais au contraire, par intelligence et en se montrant parfaitement conscient des intérêts vitaux de la Suisse — ou bien chaque journal, chaque citoyen se croira permis d'émettre des critiques selon son bon plaisir.

Ces derniers, logiques avec eux-mêmes, devraient alors accepter toutes les responsabilités qu'implique leur attitude. Cela pourrait les mener loin...

* * *

Chez nos voisins, les gouvernements dirigent la presse. Ils assument la responsabilité de ce qu'écrivent les journaux.

Chez nous, le seul moyen d'éviter la disparition complète de la liberté de la presse est d'obtenir de nos journaux, qu'ils acceptent — chaque fois qu'il s'agit d'intérêt général ou de défense nationale — de se plier à une discipline intelligente et raisonnable.

Prenons un exemple pratique. L'Etat X s'est toujours bien comporté à l'égard de la Suisse. Il a respecté notre liberté. Il nous a rendu des services appréciables. Nous avons avec lui d'étroits et importants rapports culturels et économiques. Abstraction faite des sentiments, qui n'ont rien à faire dans ce domaine, les intérêts de nos deux pays se confondent souvent, assurant l'étroitesse de nos rapports.

Nos relations sont aussi très bonnes avec un autre état, plus éloigné, Y. Mais elles sont moins importantes que celles que nous entretenons avec X.

Un beau jour, l'Etat X attaque l'Etat Y. Nous ne sommes pas entraînés dans le conflit. Nous n'avons pas à prendre parti pour X ou pour Y. Le devoir de la presse suisse est d'informer objectivement ses lecteurs en s'efforçant de leur donner une image aussi exacte que possible des opérations.

Or, l'un de nos très « éminents confrères », M. Z., n'écoutant que sa passion et ses « sentiments généreux », se met en devoir d'écrire un article violent contre l'Etat X, voisin et ami de la Suisse.

Résultats : son journal est immédiatement interdit sur le territoire d'X qui fait une protestation diplomatique auprès de nos autorités. Pour peu que l'exemple de M. Z.

soit suivi par quelques-uns de ses collègues, nos rapports se tendent aussitôt avec notre voisin. Les conséquences matérielles d'une telle action se font vite sentir... tandis que certains dossiers que l'on est en train de constituer contre nous augmentent un peu plus.

Je pose la question : une conduite comme celle du journaliste Z. est-elle vraiment intelligente ?

Celui-ci n'a-t-il pas porté un grave préjudice à son pays ? Est-ce, de sa part, une preuve de courage ?

Autant la presse suisse doit se montrer ferme et intranquillante chaque fois qu'il s'agit de nos propres intérêts, autant il est stupide qu'elle sacrifie ces derniers, en pure perte, à des causes lointaines et étrangères.

* * *

Au lieu de continuer ce vain petit jeu qui consiste à nous ériger en « pion de l'Europe », si nous nous mettions à balayer un peu mieux devant notre porte, à nous adresser à nous-mêmes les leçons et les avertissements que nous méritons ?

La besogne, certes, ne manquerait pas !

Car cette ridicule mentalité qui consiste à répéter, sur tous les tons, « il n'y en a point comme nous » pourrait finir, un jour, par nous entraîner loin.

Critiquer — oui, dans ce domaine, nous sommes passés maîtres ! — d'abord tout ce qui, dans notre pays, le mérite. Le faire non par plaisir de nier et de détruire, mais uniquement pour construire, améliorer et modifier tout ce qui doit l'être.

Depuis de longues années, Gonzague de Reynold nous adjure de méditer un peu mieux les leçons de notre histoire. Jusqu'ici, il a réussi à convaincre une grande partie de l'élite que tous ces problèmes préoccupent.

Mais les masses ? Celles-ci montrent une inconscience et une indifférence complètes en présence des événements qui bouleversent le monde.

Est-ce un bien ? Nous ne le croyons pas.

Quelle que soit l'issue de la lutte, une seule chose est certaine : la vie de notre pays va se trouver transformée par la force des choses. L'après-guerre sera certainement encore plus pénible que l'époque actuelle. Notre peuple sera appelé à consentir de très lourds sacrifices, à modifier son genre de [vie. Et ceci, même s'il n'est pas] entraîné dans la guerre.

Or, beaucoup d'entre nous continuent de vivre dans une douce illusion.

A-t-on le droit de maintenir le public dans cette euphorie ?

Ou, au contraire, n'a-t-on pas le devoir de lui ouvrir, sans cesse, les yeux, de lui dire la vérité même s'il faut lui déplaire, de le garder, toujours, en éveil, de lui désigner du doigt tous les périls qui le menacent, de le préparer à toutes les luttes et à tous les sacrifices nouveaux qui l'attendent ? En un mot, de l'armer aussi bien moralement qu'il l'est militairement ?

Il y aurait là, pour une presse digne de sa véritable mission, un magnifique champ d'action.

* * *

Les leçons de notre histoire. Oui, il y a, parmi elles, de splendides exemples de courage et d'abnégation propres à susciter, aujourd'hui encore, les plus purs dévouements.

Mais il en est d'autres, aussi. Celles des plus tristes époques. Lorsque les Confédérés refusaient la discipline indispensable au salut de tous, lorsqu'ils ne parvenaient pas à s'entendre contre l'étranger, lorsque celui-ci entretenait, dans notre peuple, des traîtres à sa solde, lorsque les Suisses

ne parvenaient ni à saisir, ni à utiliser à leur profit le sens d'événements extérieurs.

Ces leçons-là, surtout, il faut les méditer.

* * *

Oui, nous avons de sérieuses qualités, particulières à notre race. Mais nous avons aussi de graves défauts.

Plutôt que dire toujours ce que nous ne voulons pas aller prendre au delà de nos frontières, mettons-nous d'accord sur ce que la Suisse donnera, de son génie propre, au monde nouveau.

* * *

Les sentiments n'ont rien à faire avec la chose publique. Ou bien il faut s'abstenir de s'occuper de cette dernière, ou bien il faut accepter de compter uniquement avec des réalités et de ne jamais se perdre dans des songes.

On n'a pas le droit de traiter tout cela à la légère. Chaque citoyen porte sa part de responsabilité. Celle des journalistes est beaucoup plus grande puisqu'ils aspirent à diriger l'opinion.

* * *

L'heure est venue de voir avec des yeux neufs.

Si les doctrines et les formes politiques ne sont pas éternelles, le pays, lui, subsiste.

Bien des ouragans, déjà, se sont abattus sur l'Europe, bien des révolutions l'ont secouée, bien des régimes ont passé : tout en évoluant, la Suisse, quand même, est demeurée.

Avec ses véritables traditions vieilles de plusieurs siècles. Sa croix, insigne de notre foi. Son armée, preuve de nos libertés. Son sol.

C'est tout cela — mais cela seulement — qu'il faut servir et maintenir.

Lieutenant WÜST.
